

**Audit Bugeaud**  
18, rue Spontini  
75116 Paris  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



## **MEKONG PLUS FRANCE**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

149, rue Oberkampf  
75 011 PARIS

SIREN 434 323 499

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

# MEKONG PLUS FRANCE

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association,

### Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MEKONG PLUS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

---

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### Observations

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par l'association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues, notamment celles relatives à la comptabilisation des subventions reçues et à leur rattachement aux exercices concernés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 2 juin 2026



AUDIT BUGEAUD  
Benoît BERTHOU  
Commissaire aux comptes

**Mékong Plus France**  
Bilan synthétique au 31 décembre 2025

ACTIF	2 024	2 025	PASSIF	2024	2025
<b><u>ACTIF IMMOBILISE :</u></b>			<b><u>FONDS ASSOCIATIFS :</u></b>		
Immobilisations incorporelles:	0	0	Fonds associatifs	20 000	20 000
	0	0	Report à Nouveau	-11 209	257 261
Immobilisations corporelles :	1 265	311	Résultat de l'exercice	268 470	-151 371
Matériel informatique & audiovisuel	1 265	311	<b>Total I</b>	277 261	125 890
Stocks marchandises	-	0	<b><u>PROVISIONS :</u></b>		
			Subventions pour projets (max 5%)	46 700	46 700
<b>Total I</b>	1 265	311	<b>Total II</b>	46 700	46 700
<b><u>ACTIF CIRCULANT :</u></b>			<b><u>EMPRUNTS ET DETTES :</u></b>		
Clients et comptes rattachés	0	0	Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Autres créances	1 450	3 467	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 796	7 733
Charges constatées d'avances	157 617	139 207	Autres dettes	0	126 861
Disponibilité	349 475	286 173	Produits constatés d'avances	201 050	123 000
Comptes de régularisation	20 000	1 026	comptes de régularisation	0	0
<b>Total II</b>	528 542	429 873	<b>Total III</b>	205 846	257 594
<b>Total Général (I+II)</b>	529 807	430 184	<b>TotalL Général (I+II+III)</b>	529 807	430 184

**Mékong Plus France**  
**Compte de Résultat synthétique au 31 décembre 2025**

	2024	2025	Variation en valeur
<b>Produits d'exploitation :</b>			
Ventes de marchandises et de services	3 977	16 250	12 273
Subventions d'exploitation	671 724	551 053	-120 671
Autres produits de gestion courante	33 779	47 221	13 441
<b>Total I</b>	<b>709 480</b>	<b>614 523</b>	<b>-94 957</b>
<b>Charges d'exploitation :</b>			
Achats	0	9 025	9 025
Autres Achats et Charges externes	119 618	133 807	14 189
Soutien des partenaires au Vietnam et au Cambodge	314 208	596 206	281 998
Impôts, taxes et versements assimilés	0	0	0
Salaires et traitements	0	0	0
Charges sociales	0	0	0
Dotations amortissements sur immobilisations	617	928	311
Dotations pour dépréciations sur actifs circulants	0	0	0
Autres Charges	0	0	0
<b>Total II</b>	<b>434 443</b>	<b>739 966</b>	<b>305 523</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>275 037</b>	<b>-125 443</b>	<b>400 480</b>
Produits financiers	1 321	2 012	691
Charges financières	-7 888	-10 108	2 220
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-6 567</b>	<b>-8 096</b>	<b>1 529</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>268 470</b>	<b>-133 539</b>	<b>402 009</b>
Produits exceptionnels	0	0	0
Charges exceptionnelles	0	-17 832	17 832
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>0</b>	<b>-17 832</b>	<b>17 832</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>268 470</b>	<b>-151 371</b>	<b>419 841</b>

## ANNEXE

Au bilan après affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le total est de 430.184 euros. Le total des produits de l'exercice présenté conformément au Plan Comptable Français des associations est de 616.535 euros et dégage un résultat déficitaire de 151.371 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées par l'entrée en vigueur du règlement ANC n°2022-06,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels à l'exception de la quote-part de subvention en fonds dédiés.

La méthode base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. (Matériel de bureau et matériel informatique : 3 ans).

#### • CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent. L'échéance des dettes et des créances sont toutes à moins d'un an sauf les créances douteuses et le compte courant.

#### • SUBVENTIONS

Les subventions sont utilisées sur la base du montant accordé par le financeur et étalées sur la période concernée.

#### • ECARTS DE CONVERSION

Les créances et les dettes libellées en devises sont valorisées au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion en résultant sont inscrits distinctement au bilan. Les pertes de changes latentes font l'objet d'une provision pour risques.

Lorsque l'opération traitée en devises est assortie d'une opération parallèle destinée à couvrir les conséquences de la fluctuation du change (couverture du change), la provision n'est constituée qu'à concurrence du risque non couvert.

#### NOTES SUR LES POSTES DE BILAN :

- ✓ **Immobilisations corporelles :**  
Ordinateur portable, camera, téléphone portable & accessoires achetés au Vietnam pour un total de 1.855 euros qui sont amortis en 3 ans.
- ✓ **Subventions à recevoir & créances :**  
Dons à recevoir pour 830 via Hello Asso dons de décembre 2025.  
Subventions fondations à recevoir pour 107.000 euros dont 20.000 euros du fonds de dotation Susteneo & 87.000 euros (92.000 \$) de la Fondation Selavip pour les projets 2026. Détails dans le tableau Excell 'Subventions 2025 MP+'
- ✓ **Comptes de régularisation :** portés en compte en 2024 : 20.000 - Don à Mekong Plus Belgique d'une partie de la subvention Benina affectée au budget du partenaire au Cambodge. Portés en compte en 2025 : 1026,19 euros – Ajustement des dons et frais de services bancaires à régulariser sur l'exercice suivant.
- ✓ **Emprunts :** Total de 126.861 euros dont 4.000 euros vis-à-vis de Bernard Kervyn pour avances de caisse ; 22861 euros vis-à-vis de la fondation Selavip pour double paiement reçu en 2025 et 100.000 euros vis-à-vis de la fondation Benina (cfr convention de prêt pour le fonds de microcrédit signée en juillet 2025).
- ✓ **Dettes fournisseurs : total de 7.733,04 euros** dont 240 euros pour la cotisation à l'AFF (association française des fundraisers) ; 46,06 euros vis-à-vis du crédit mutuel pour les frais bancaires de décembre ; 5.155 euros vis-à-vis du prestataire Mark Khan pour l'organisation du golf trophy en janvier 2026 et 2.292 euros vis-à-vis de la société Périscopes correspondant aux 2 dernières mensualités de prestations.
- ✓ **Produits constatés d'avance :**  
Les produits constatés d'avance sont composés de subventions pour 107.000 euros ; de dons et frais de logistique pour le golf trophy de janvier 2026 et pour la somme de 16.000 euro. Leur répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

#### Note sur les activités de Mékong Plus dans les districts de Ninh Sonh, Ninh Thuan & Ninh Puoc

L'extension des activités a démarré en 2019 sous l'égide de l'association Mekong Plus France. Au 31/12/2025, l'association partenaire Tien Chi, responsable exécutive de toutes les actions de terrain, n'avait toujours pas l'autorisation de reprendre les activités en son nom propre.

Compte tenu du contexte, la comptabilité détaillée des activités menées dans ces districts a été enregistrée au Vietnam et a fait l'objet d'un audit financier séparé – rapport en annexe. Dans les comptes de Mekong Plus France, on retrouve, en compte 604 004 du compte de résultat, le total



des décaissements effectués en cours d'année et, en compte 530007 du bilan, le total cumulé du fonds de microcrédit disponible.

À la date d'arrêté des comptes, la direction de l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettraient en cause la capacité de l'association et ses partenaires à poursuivre son exploitation.

### **Changements de méthodes comptables**

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le Plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025,

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

#### a. Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

A compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du Plan comptable général, le résultat exceptionnel comprend :

- les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- les changements de méthode comptable comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement n'entraîne aucun reclassement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel.

Le résultat exceptionnel de l'association est composé de charges d'un montant de 17,8K€ à la suite d'une fraude.

#### b. La suppression des transferts de charges avec un traitement comptable alternatif au cas par cas : Néant.